

Dialogue sur les Politiques de CABRI

Le rehaussement et la gestion de la dette publique pour la reprise post-COVID

6 et 7 juillet 2021

RAPPORT POST-ÉVÉNEMENT

Les 6 et 7 juillet 2021, CABRI a facilité un Dialogue sur les Politiques portant sur le rehaussement et la gestion de la dette publique pour la reprise post-COVID. Cet événement, auquel ont participé 74 participants de 24 pays (dont 22 pays africains), a examiné la soutenabilité de la dette dans le cadre du processus budgétaire ainsi que les quatre défis les plus urgents auxquels se trouvent actuellement confrontés les gestionnaires de la dette publique concernant les niveaux élevés de la dette publique en Afrique, à savoir :

1. La gestion des risques de refinancement.
2. La mobilisation d'un financement supplémentaire.
3. Le maintien et l'amélioration des relations avec les investisseurs et de leur confiance.
4. La restructuration des portefeuilles de dettes insoutenables.

Cette note résume les 7 messages clés qui se dégagent de ce Dialogue sur les Politiques. Tous les documents s'y rapportant (vidéos, présentations et documents d'information) peuvent être consultés [ici](#).

Message clé 1

La trajectoire de la pandémie reste incertaine dans la région, car plusieurs pays africains sont actuellement aux prises avec des variants plus virulents, et les perspectives d'une vaccination généralisée reste incertaine. Les plans de développement de l'Afrique ont également été considérablement retardés, et le continent voit ses niveaux de revenu par habitant et ses taux de croissance s'écarter de ceux du reste du monde. Cette situation survient à un moment où les pays essaient de consolider leurs dépenses et de réduire les pressions financières auxquels ils se trouvent confrontés.

Les pays qui avaient mis en œuvre des réformes structurelles avant la crise de la COVID-19 étaient nettement mieux à même d'y riposter, car ils disposaient d'un espace budgétaire suffisant pour faire face à des pressions supplémentaires sur les dépenses. Toutefois, de nombreux pays se trouveront confrontés à des compromis difficiles entre la consolidation des dépenses ou l'augmentation ou la diminution des emprunts. L'espace budgétaire restera limité, car les pays se rendent compte qu'il faudra plus de temps pour revenir aux niveaux de croissance et budgétaires d'avant la COVID-19.

Message clé 2

Les risques de refinancement ont augmenté dans la région de l'UEMOA en Afrique de l'Ouest – Des financements concessionnels moins disponibles, des crises sociales dans certains pays, la volatilité des marchés étrangers et des besoins de financement plus élevés ont conduit les pays à emprunter davantage sur les marchés intérieurs. Cependant, le financement disponible sur le marché intérieur est à court terme - la durée moyenne de l'échéance dans la région est de 3 ans, ce qui est la principale raison des risques de refinancement. Des pays comme le Bénin (2018) et la Côte d'Ivoire (2020) ont efficacement réduit leur risque de refinancement en reprofilant des actions et en adoptant une approche proactive de la gestion de la dette. Cette démarche a été rendue possible grâce à la stabilité des pays, aux réformes institutionnelles, à l'amélioration des notations souveraines et à la mise en œuvre de stratégies prudentes de gestion de la dette. L'un des rôles essentiels des gestionnaires de la dette publique consiste à informer et à éduquer les décideurs politiques sur l'impact des niveaux d'endettement élevés sur l'économie et la stabilité du système financier du pays.

Message clé 3

Pour financer les besoins de financement des gouvernements, les gestionnaires de la dette publique doivent évaluer soigneusement les coûts et les risques des options de financement innovantes ou d'autres options de financement.

Les investisseurs du secteur privé tiennent de plus en plus compte des risques et de la performance des États souverains en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG) lorsqu'ils prennent des décisions d'investissement, même lorsqu'il s'agit d'euro-obligations « vanille (ordinaires/simples) ». En outre, l'appétit des investisseurs pour les obligations étiquetées telles que les obligations vertes et sociales, ne cesse de grandir. Bien que les obligations étiquetées puissent ne pas convenir à tous les pays africains compte tenu de leur situation, les gestionnaires de la dette publique devraient examiner d'autres possibilités d'intégrer les questions ESG dans leurs activités de gestion de la dette, telles que leur rapport annuel sur la dette, voire dans leur analyse de la soutenabilité de la dette (ASD). Un discours ESG bien développé peut potentiellement permettre aux investisseurs de mieux comprendre un pays, améliorer les scores ESG et réduire la prime sur le prix des obligations africaines liée à l'incertitude.

« Les pays qui avaient mis en œuvre des réformes structurelles avant la crise de la COVID-19 étaient nettement mieux à même d’y riposter, car ils disposaient d’un espace budgétaire suffisant pour faire face à des pressions supplémentaires sur les dépenses »

Message clé 4

Les gestionnaires de la dette publique doivent prendre des mesures proactives pour s’assurer qu’ils obtiennent les conditions les plus favorables qui s’offrent à eux. Le financement accordé par les organismes de crédit à l’exportation (OCE) est généralement attrayant en ce qui concerne les coûts et la maturité par rapport à celui offert par le marché bancaire ou obligataire. Cependant, il existe environ une centaine d’OCE qui offrent des options différentes. Les États souverains doivent prendre le contrôle de l’ensemble du processus lorsqu’ils s’engagent avec les OCE et introduire des tensions concurrentielles par le biais d’une procédure de panel d’appel d’offres afin d’obtenir une transparence totale et les meilleures conditions. Si vous n’êtes pas familier avec le financement accordé par les OCE, la nomination d’un conseiller OCE sera également importante pour obtenir les meilleures conditions générales possibles.

Message clé 5

Les gestionnaires de la dette publique jouent un rôle important dans l’établissement et le maintien de relations de confiance avec les investisseurs pendant les bonnes et les mauvaises périodes. En temps de crise, il est important que les investisseurs soient tenus informés de tous les développements afin de réduire le degré d’incertitude qu’ils pourraient avoir et de leur permettre de garder confiance dans l’État souverain. Les gouvernements africains doivent contrôler leur narratif, car confier leur historique de crédit à des tiers pourrait créer une perception erronée. Les participants au marché aimeraient qu’on porte à leur connaissance des informations pertinentes et opportunes, car ils ne prisent pas l’incertitude. Mention a été faite lors de plusieurs séances durant la conférence, du rôle essentiel que joue le BGD (Bureau de gestion de la dette) dans la production et la facilitation de la diffusion de l’information en collaboration avec d’autres unités gouvernementales clés (Bureau du budget et fonctionnaires supervisant les entités d’État (EE)).

Les bonnes pratiques recommandées pour s’engager avec les investisseurs, reposant sur l’expérience de l’Égypte, de l’Afrique du Sud, du Bénin et du Maroc, comprennent des

conférences téléphoniques et des tournées de présentation régulières, la création d’une unité dédiée responsable de toutes les communications avec les investisseurs, la transmission d’informations claires et précises aux médias et à d’autres plateformes de communication, la mise à jour des sites Web, et, le cas échéant, l’inclusion d’autres unités en dehors du BGD dans les communications avec les investisseurs. Pour que ces pratiques soient efficaces, il est essentiel d’obtenir le concours des hauts fonctionnaires ainsi que l’engagement du ministre des Finances à participer à des conférences téléphoniques ou à des tournées de présentation.

Message clé 6

La restructuration de la dette souveraine ne devrait pas être reportée mais traitée le plus tôt possible – des niveaux d’endettement soutenables rendent les pays vulnérables à d’éventuels chocs futurs. L’histoire a montré que retarder la restructuration, en raison de niveaux d’endettement élevés et soutenables, augmente la probabilité de négociations prolongées et de décotes plus importantes. Alors que les technocrates tels que les gestionnaires de la dette publique comprennent généralement cette situation, il est souvent difficile de convaincre les politiciens, étant donné les connotations négatives d’un défaut de paiement et de l’abaissement de la notation du crédit. En présentant des arguments plus convaincants de l’urgence d’une restructuration, les gestionnaires de la dette publique pourraient impliquer discrètement d’autres acteurs, tels que des conseillers financiers et juridiques ayant une expérience de la restructuration d’une dette insoutenable à l’échelle mondiale et sur le continent. Une fois qu’un pays décide de restructurer sa dette publique, il est impératif qu’il communique ces intentions longtemps à l’avance, et ce, de manière transparente. Le manque de transparence au cours de ces négociations ou interactions avec les créanciers/investisseurs a entravé les récentes restructurations de la dette souveraine.

Message clé 7

L’architecture internationale de la restructuration de la dette souveraine évolue également avec les innovations contractuelles et le Cadre commun du G20. L’Angola a noté que même dans le cadre commun, des accords bilatéraux/partiels étaient encore possibles et devraient être recherchés le cas échéant. Le récent accord entre l’Angola et la Chine, relatif à ses infrastructures adossées au pétrole, est un bon exemple de ce qui peut être fait dans ce domaine, où les avantages à long terme d’un « reprofilage partiel » sont clairement plus bénéfiques qu’une restructuration pure et simple et générique. Les institutions financières internationales (IFI) soutiennent également de plus en plus les initiatives qui lient la restructuration de la dette au changement climatique et nous verrons probablement bientôt des propositions concrètes dans ce domaine.

La négociation et la renégociation de la dette publique sont un sujet permanent – le prochain Dialogue sur les Politiques de CABRI en octobre 2021 – traitera du sujet de manière plus détaillée et fera part d’expériences de pays. En période d’incertitude, il importe que les gestionnaires de la dette publique sur le continent partagent leurs expériences et restent engagés.